

Mon très honorable ami était au pouvoir en 1921, mais durant tout l'automne de cette année-là les élections générales ont absorbé son attention. D'août à décembre, alors que les fonctionnaires du département de l'immigration auraient dû être très actifs en Angleterre, aux Etats-Unis, et dans les autres pays qui peuvent nous fournir de bons immigrants, lui et ses collègues ne s'occupaient nullement ou fort peu de leurs ministères. Mon très honorable ami et son ministre de l'Immigration s'efforçaient en vain alors de capter les suffrages des électeurs dans les bureaux de scrutin. Voilà pourquoi notre immigration a été si maigre l'an dernier.

Cependant, la promesse faite dans le discours du trône de la dernière session a été remplie. Dès son arrivée au pouvoir, le Gouvernement a tenté d'améliorer la situation. Il n'a pas cessé de travailler dans ce sens, et avant longtemps mon très honorable collègue verra, comme il le souhaite, un plus fort courant d'émigrants vers nos rives. En ce qui concerne la question des ressources naturelles, que mon très honorable ami a abordée, je lui ferai observer qu'il est très ordinaire que certains problèmes soient d'une solution plus épineuse que d'autres. La question du retour aux provinces de l'Ouest de leurs ressources naturelles a été débattue sérieusement par les anciens ministères depuis de nombreuses années. Je pense qu'il y a eu un certain progrès de fait. On a tenu des conférences. Il est vrai, cependant, que les résultats n'ont pas été ceux que nous espérions. Nous aurions pu signer une convention, si nous eussions voulu accepter les conditions proposées par les provinces de l'Ouest. Mais, nous avons jugé qu'il fallait tenir compte de certaines considérations intéressantes tout le pays en général, et nous n'avons pu accepter dans leur intégralité les propositions de ces provinces pour leur rendre la propriété de leurs ressources naturelles. Quoi qu'il en soit, les discussions que nous avons eues dans le passé ont mis les provinces de l'Ouest et le gouvernement fédéral en contact plus intime dans l'intérêt d'une solution, et nous avons lieu d'espérer que quelques conférences de plus nous amèneront à une solution satisfaisante du problème.

Quant aux autres sujets mentionnés par mon très honorable ami—sujets relatifs au tarif et aux finances—je n'en dirai rien pour le moment. Les honorables députés désirent, si je ne me trompe, que la Chambre s'ajourne à six heures, et, dans ce cas, je tâcherai de terminer mes observations pour cette heure-là. Je ferais peut-être bien d'appuyer sur une question que mon collègue n'a fait qu'effleurer, je veux dire les dépêches échangées récemment entre le gouvernement anglais et nous-mêmes au sujet de la crise en Orient.

[Le très hon. Mackenzie King.]

Mon très honorable ami espère que le ministre déposera toute la correspondance ou les communications entre les gouvernements anglais et canadien. Laissez-moi vous assurer que le cabinet a toujours espéré être en mesure de déposer toute cette correspondance. Dès que la dépêche du 15 septembre a été reçue ici, j'ai prévenu clairement le gouvernement anglais qu'en toute probabilité le Parlement canadien désirerait connaître la nature des messages échangés entre les deux gouvernements. Je dois informer mon très honorable ami que nous avons demandé plus d'une fois au gouvernement britannique si nous aurions la liberté de déposer cette correspondance.

Le gouvernement anglais a exprimé de la manière la plus claire et la plus énergique son désir que la correspondance ne fut pas soumise au parlement. Il a cependant déclaré qu'il n'avait nulle objection à ce que je rende compte généralement de ce qui s'était passé entre nous au sujet de la correspondance, et je me propose de donner à la Chambre un rapport aussi clair, aussi complet que possible, de ce qui a eu lieu.

Un mot, tout d'abord, des circonstances dans lesquelles a été reçue la première dépêche relative à la situation en Orient. C'est, je crois, vers minuit moins cinq, vendredi, le 15 septembre, que cette dépêche a été envoyée par l'Angleterre au Canada, ainsi qu'aux autres dominions britanniques. Cette dépêche n'est parvenue que très tard le même soir, à Ottawa. Elle était en caractères conventionnels, et il a fallu la déchiffrer à sa réception ici. Toute correspondance adressée au gouvernement canadien par le gouvernement anglais parvient au bureau du premier ministre par l'entremise du bureau du Gouverneur général. La dépêche en question a été reçue à mon bureau entre les deux et trois heures de l'après-midi, samedi. Il n'y a, à ce sujet, aucune divergence d'opinion entre les fonctionnaires du bureau du Gouverneur général et ceux du mien; c'est entre les deux et trois heures de l'après-midi, le samedi, que la dépêche est arrivée. Cependant, la presse canadienne avait reçu un câblogramme de l'Angleterre disant que les divers dominions étaient invités à envoyer des contingents dans le Proche-Orient. De fait, la presse de samedi annonçait, entre midi et deux heures, que le gouvernement de la Nouvelle-Zélande avait déjà répondu, promettant d'envoyer un contingent. Ce même samedi, j'étais dans ma circonscription de York-Nord. On a commenté mon absence d'Ottawa; l'on a dit que si j'avais été en ville, la dépêche concernant la crise en Orient aurait été reçue avant que la presse eût annoncé que le Canada avait été invité à envoyer un contingent dans les pays du Levant; l'on a dit